

EL-TARF

Ramadan, le mois de tous les excès

Comme de coutume, l'approche du mois du Ramadan est source de grande inquiétude, d'angoisse et d'appréhension pour le citoyen lambda, mais c'est aussi le mois où les appétits des commerçants de tout acabit s'aiguisent.

A une semaine du début de ce mois sacré, une grande frénésie est constatée. Les préparatifs des ménages vont bon train, alors que les commerçants sont sur le qui-vive, emmagasinant les denrées alimentaires les plus demandées. Les gains peuvent atteindre des sommes insoupçonnées.

Cependant, la mercuriale a déjà pris son envol, renseignant les consommateurs à quoi ils doivent s'attendre durant ce mois, la flambée des prix risquant d'engloutir les économies de toute une année.

Pendant ce mois, la demande devient très forte, l'offre ne pouvant suivre la cadence imposée par le tube digestif, engendrant de fait une inflation des prix qui est, par ailleurs, le résultat de la rareté de tel ou tel autre produit. Les scènes constatées lors du précé-

dent Ramadan vont réapparaître. Même topo, beaucoup de personnes s'adonneront à tous les commerces d'une manière illégale et sans respect des règles d'hygiène. Beaucoup s'improviseront vendeurs de gâteaux orientaux et de zlabia.

Certains se transformeront en commerçants occasionnels pour fruits et légumes obstruant les routes de la ville au grand dam des automobilistes. De fait, on assistera à des scènes frisant l'anecdotique, le comique et l'absurde.

Cet intermède permettra à d'innombrables personnes de faire la prière, pour expier les péchés commis entre-temps.

Ils arboreront les beaux habits ramenés d'Arabie Saoudite ou achetés sur le marché local, et qui n'ont aucune relation avec nos



Photos : DA

traditions vestimentaires. La direction de l'action sociale bombera «le torse» en exhibant le nombre sans cesse en augmentation de

familles nécessiteuses qui ont bénéficié du couffin de la honte. De son côté, la direction du commerce, comme de coutume,

établira un bilan exhaustif sur ses activités de contrôle pendant le mois, prouvant que les choses ont fonctionné dans le meilleur des mondes et que ses agents se sont mobilisés pour faire avorter toutes les tentatives de fraude ou empiètement des lois régissant les transactions et l'hygiène. Les administrations auront leur congé informel et officieux.

Et puis les alibis de manque de sommeil, de ventre creux et de tête sujette à vertiges pour manque de nicotine et d'un bol de café bien chaud finiront d'achever toute velléité de bien faire son travail.

Mais au fait, a-t-on conscience vraiment des enseignements de ce mois et de la foi en général. C'est plutôt le mois d'Épicure avec tous les excès possibles. En somme, c'est vivre virtuellement dans le vrai avec son tube digestif et ses instincts, le temps d'un mois.

Daoud Allam

SKIKDA

Pénurie d'imprimés dans les antennes communales

Les retraits de l'extrait de naissance, de la fiche individuelle et de la fiche de résidence, pièces constitutives, entre autres, du dossier à déposer dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) sont synonymes de parcours du combattant pour les citoyens harcelés par la paperasse.

Cela provoque fréquemment des altercations verbales entre agents administratifs et agents de sécurité et usagers. Ces derniers accablent de tous les maux les

préposés au guichet, les accusant d'avoir délibérément caché ces imprimés pour leurs proches et amis. Devant le manque de personnel masculin, tant de fois rele-

vé, les femmes sont livrées à elles-mêmes. L'absence de communication ne fait qu'accentuer le mécontentement des usagers qui sont généralement pressés de déposer le dossier dans les délais fixés par l'administration.

Ainsi, les agents administratifs et ceux chargés de la sécurité sont les boucs émissaires de choix. Par ailleurs, les conditions

précaires (absence de climatisation, exigüité, personnel mal réparti...) dans lesquels ils travaillent ne ne leur facilitent guère la tâche.

En attendant que l'APC de Skikda décide de s'approvisionner en imprimés à partir de Ain M'lila, une forte tension est constatée dans les antennes communales.

Z. Z.

NAÂMA

33 813 cartes Chifa distribuées

A l'instar des agences Cnas au niveau national, celle de la wilaya de Naâma mène depuis quelques jours une campagne d'information sur la généralisation du système du tiers payant, qui, rappelons-le, sera opérationnel pour les actifs à compter du 1^{er} août prochain, avec à la clé des journées portes ouvertes au niveau des centres et antennes le 31 juillet et le 1^{er} août et des affichages à travers les lieux publics, de même que des spots publicitaires à la radio. C'est ainsi qu'une journée d'information sur la modernisation et la gestion de ce système a été consacrée spécialement à la presse.

Journalistes et correspondants locaux ont été conviés à cette rencontre organisée par le directeur de l'agence, M. Benmiloud, accompagné de son staff, notamment le médecin-conseil, le responsable de l'informatique, le sous-directeur de l'administration et M. Bakir de la cellule d'écoute.

M. Benmiloud a expliqué le système du tiers payant qui a concerné dans un premier temps les retraités et les malades chroniques.

«A compter du 1^{er} août prochain, la carte Chifa sera élargie à l'ensemble des assurés sociaux», dira-t-il. Il a dans sa longue intervention rappelé qu'il est temps de mettre les bouchées doubles, tant du côté des gestionnaires de la Sécurité sociale, que du côté de ses partenaires, sans oublier la

contribution des assurés sociaux pour leur meilleure prise en charge des malades assurés sociaux. Il étoffera son intervention par la citation de textes et de loi qui protègent les assurés sociaux durant leur vie professionnelle et leur retraite, expliquant que «pour l'acquisition des médicaments, dans un premier temps, l'opération concerne l'ordonnance ne dépassant pas le montant de 2 000 DA.

L'assuré peut se procurer le médicament auprès de n'importe quelle pharmacie conventionnée se trouvant sur le territoire de la wilaya».

A ce jour, notera-t-il, «nous avons procédé à la distribution de 32 813 cartes Chifa, dont 15 456 pour le tiers payant (retraités et malades chroniques), alors que 48 officines pharmaceutiques sont



conventionnées avec notre organisme».

Lors des débats, les journalistes ont axé leurs questions, relatives aux doléances de certains assurés, basées essentiellement sur la qualité des prestations de service au niveau des centres, notamment l'accueil, les rejets des ordonnances, les recours, etc. «Désormais, avec la carte à puce, l'obtention des médicaments serait plus facile qu'auparavant, en attendant que le système soit généralisé aux médecins traitants, et je saisis l'occasion pour dire à ceux qui n'ont pas encore leur carte, qu'ils se présentent au centre le plus proche où le

meilleur accueil leur sera réservé», conclut en substance le chef d'agence.

Dans le cadre de l'amélioration de ses prestations, la Cnas de Naâma, qui dispose d'une direction, de 3 centres, de 5 antennes, pour un effectif global de plus de 200 travailleurs, et qui compte plus de 50 000 assurés sociaux et plus de 1 700 employeurs, a mené, ces derniers temps, une opération d'envergure dans le réaménagement et l'équipement de l'ensemble de ses structures, ainsi que l'expansion et la restructuration de ses services.

B. Henine

TÉBESSA

Les chauffeurs de taxi font la loi

Depuis le début de cette semaine, les citoyens vivent un calvaire causé par la paralysie totale du transport urbain.

Le problème cette fois ne réside pas au niveau de la pénurie de carburant, qui persiste d'ailleurs, mais dans la nouvelle tarification décidée par les chauffeurs de taxi.

Le prix de la place fixé à 15 DA pour un petit trajet, 18 DA pour les cités lointaines et 70 DA la course, n'était pas du goût d'une minorité de taxieurs qui revendiquent 20 DA la place et 100 DA la course.

Pour exprimer leur mécontentement, ils ont bloqué les points de ramassage, contraignant les 1 800 transporteurs à obtempérer sous peine de représailles.

La direction des transports que nous avons contactée rejette catégoriquement cette revendication jugée illégitime et infondée. Et c'est toujours le pauvre citoyen qui est pris en otage.

Saâdallah Djamel